

Souçons et impuissance

L'Allemagne en crise voudrait faire marche arrière

Mélanie Gonzalez*

» Les agressions de la nuit du Nouvel An ont mis le feu aux poudres. Un réel malaise s'installe face aux migrants, le pays remet en question sa politique d'ouverture envers les réfugiés. La crise ébranle les partis politiques : le gouvernement est divisé, l'extrême droite se déchaîne.



Flüchtlingskrise

Nach massiven Übergriffen meist nordafrikanischer Migranten und Asylbewerber am Kölner Hauptbahnhof und an zahlreichen weiteren Orten in der Silvesternacht beginnt die Stimmung in der Bevölkerung zu kippen: Angesichts der Vielzahl von Flüchtlingen und Überforderung der Behörden wächst die Kritik an der Integrationspolitik von Bundeskanzlerin Angela Merkel.

Red.

C'est une véritable tempête politico-médiatique qui s'abat sur l'Allemagne depuis le début de l'année. La chancelière Angela Merkel semble avoir perdu le contrôle de sa politique d'accueil. « *Nous y arriverons* », avait-elle déclaré l'an passé. En est-elle toujours aussi sûre aujourd'hui ? Les Allemands en tout cas se montrent de plus en plus sceptiques : « *Les citoyens voient que la chancelière n'arrive pas à faire appliquer les lois élémentaires de l'Etat* », affirme le *Spiegel* en début d'année dans un dossier accablant. Ces inquiétudes ont été fortifiées après le nombre impressionnant de plaintes enregistrées lors de la nuit de la Saint-Sylvestre pour agressions sexuelles, sachant que les personnes identifiées par la police sont presque toutes originaires d'Afrique du Nord.

Les réactions sont épidermiques, la tension est omniprésente : dans les médias, sur les réseaux sociaux, mais aussi au sein de la majorité gouvernementale qui voit venir une flambée de l'extrême droite. Les réfugiés quant à eux se sentent stigmati-

tisés et refusent d'endosser une responsabilité collective. Craignant les représailles, certains migrants ont tenu à exprimer leur solidarité avec les victimes et mettre en garde contre tout amalgame entre réfugiés et agresseurs : « *Non au sexisme, non au racisme* », peut-on lire sur bon nombre de pancartes au lendemain des agressions.

L'événement a non seulement traumatisé une ville – Cologne – réputée pour son ouverture d'esprit et sa tradition cosmopolite, mais aussi le pays tout entier, qui doute désormais du bien-fondé du gouvernement d'avoir accueilli un million de réfugiés en 2015, et qui remet en cause les compétences de la police allemande à gérer la situation, comme le souligne le *Spiegel* : « *Après les excès de Cologne, il est visible à l'échelle fédérale que l'Etat échoue. La police est dépassée, la justice surchargée, l'administration éreintée. Ce ne sont pas des lois plus strictes qu'il nous faut – mais plus de fonctionnaires, afin de faire régner l'ordre et la loi* ».

* Mélanie Gonzalez est journaliste à Berlin.

Désamorcer la bombe, au plus vite

C'est un peu comme s'il y avait eu un avant, et un après Cologne. Le débat sur l'intégration d'hommes de culture arabe est sur toutes les lèvres. Même les Verts, qui d'habitude évitent soigneusement de risquer l'amalgame, se doivent de constater que « *les événements de Cologne représentent un défi pour la politique d'intégration allemande. Les coupables présumés sont en grande majorité d'origine arabe et nord-africaine. Bon nombre de ces jeunes hommes ont grandi avec l'image de la supériorité de l'homme sur la femme* », peut-on lire dans un rapport du parti écologiste dévoilé par le *Spiegel*.

En réponse aux agressions, la grande coalition a choisi de concentrer toute son attention sur les migrants venus d'Afrique du Nord : il faut freiner le flux de réfugiés en provenance du Maghreb, estime le gouvernement, et pour ce faire, classer le plus vite possible les pays d'Afrique du Nord « *pays d'origine sûrs* », afin d'être en droit de refuser l'asile à leurs citoyens. Les chiffres ont augmenté très rapidement au cours des derniers mois : en juin 2015, le ministère de l'intérieur recensait 847 réfugiés d'Algérie et 368 du Maroc. En décembre, le nombre de réfugiés algériens avait été multiplié par trois et le nombre de réfugiés marocains par huit.

Sigmar Gabriel, vice-chancelier, a d'ailleurs durci le ton en posant un ultimatum aux pays du Maghreb : si le Maroc et l'Algérie ne reprennent pas leurs citoyens n'ayant pas droit à l'asile en Allemagne, alors l'Allemagne réduira ses aides au développement dans ces pays. « *Ce n'est pas possible d'accepter les aides au développement et par ailleurs de ne pas reprendre ses propres citoyens lorsqu'ils n'ont pas de droit d'asile sur notre sol* », a expliqué le social-démocrate dans une interview pour la première chaîne de télévision ARD. Quoi qu'il en soit, la communauté maghrébine se sent stigmatisée par ces mesures.

Malgré cette tentative, les désaccords au gouvernement sont palpables, et ce au sein même de la majorité conservatrice. En janvier, une quarantaine de députés du parti conservateur CDU d'Angela Merkel ont dans une lettre appelé la chancelière à renoncer à sa politique d'ouverture aux migrants, estimant qu'avec plus d'un million d'arri-

vants en 2015, l'Allemagne avait atteint ses limites.

Un climat hystérique

Une semaine après les agressions de la Saint-Sylvestre, les milieux extrémistes ont appelé via les réseaux sociaux à venger les agressions commises contre des femmes. A Cologne, un groupe d'une trentaine d'hommes, pour la plupart connus pour leur appartenance à l'extrême droite, ont poursuivi puis frappé du poing et du pied douze Pakistanaï, deux Syriens et quatre Africains. Mais ces violences à l'encontre de réfugiés sont loin d'être une nouveauté en Allemagne. Tout au long de l'année 2015, près de 900 cas d'attaques sur des foyers de réfugiés ont été recensés en Allemagne, selon un rapport de l'Office fédéral de police criminelle. L'extrême droite n'a pas attendu que des femmes se fassent agresser pour s'en prendre aux migrants.

A ces affrontements chroniques vient s'ajouter l'ombre du terrorisme qui plane sur l'Allemagne comme sur la plupart des pays occidentaux depuis les attentats de Paris. En décembre 2015, le journal *Bild* publie un rapport alarmant du ministère de l'Intérieur : « *L'Allemagne est une cible réelle et déclarée de la violence de motivation djihadiste, qui peut se concrétiser à tout moment sous la forme d'actes de violence contre des institutions ou des personnes* », peut-on lire sur le document. Début janvier, les attentats à Istanbul sont venus renforcer ce sentiment d'insécurité. Si l'Allemagne n'était pas explicitement visée par ces attaques – qui ont fait onze morts, tous allemands – il n'en fallait pas plus pour que le climat déjà houleux devienne hystérique.

La presse s'interroge sur les risques d'attaques terroristes dans le pays en 2016 : « *Plusieurs scénarios sont à redouter* », rapporte par exemple le *Tagespiegel*. « *L'Etat Islamique ou bien Al-Qaïda pourrait réaliser des attaques similaires à celles de Paris, en tirant sur la foule et en se faisant exploser ensuite* », estime le quotidien berlinois, redoutant particulièrement une attaque à la bombe dans les stades, les zones piétonnes ou les fêtes populaires comme le carnaval ou la Fête de la bière. En novembre, un stade avait été évacué à Hanovre, un match de football, auquel devait assister Angela Merkel, avait été annulé « *pour des raisons de sécurité* ».